

Sur la route de Dakar

Les balises d'une décennie

Les années 1990 décennie de l'Éducation pour tous _ ont vu la chute du communisme, la révolution des technologies de la communication et de l'information, le déchaînement de la mondialisation, l'effondrement des marchés financiers, la progression redoutable du sida, de la pauvreté et des conflits ethniques. Tous ces événements ont largement pesé sur l'éducation.

Il y a dix ans, à la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien (Thaïlande, 1990), les représentants de 155 pays et de 150 organisations se sont engagés à faire de l'éducation pour tous une réalité en l'an 2000. En affirmant que « toute personne – enfant, adolescent ou adulte – doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux », la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous donnait à l'éducation une direction nouvelle et audacieuse.

Elaborée par des ministres de l'éducation et des organisations nationales et internationales, la Déclaration sonnait le glas des systèmes éducatifs rigides et normatifs, annonçant une ère de prospérité pour les systèmes souples et non formels. Dorénavant, l'éducation serait taillée sur mesure, adaptée aux besoins, aux cultures et aux contextes des apprenants.

La décision d'évaluer les résultats dix ans plus tard a été prise à Jomtien. Deux importants jalons ont été



Dix ans après Jomtien : Enfants non-scolarisés au Burkina (Unesco)

posés en 1996 : la Conférence à la mi-décennie, organisée à Amman (Jordanie), qui enregistra d'énormes progrès, mais souffrit de la faiblesse des rapports présentés par les pays participants – soulignant la nécessité d'une évaluation en profondeur –, et la publication du rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, qui défendait une vision holistique de l'éducation appuyée sur quatre « piliers » : apprendre à savoir, apprendre à faire, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble.

Ce texte fut largement adopté. Le Forum mondial sur l'éducation (26-28 avril 2000, Dakar, Sénégal) est différent, dans la mesure où il fut précédé du bilan de l'EPT à l'an 2000, deux années de « travail scolaire » qui vont fournir une masse d'informations indispensables pour s'assurer que

les programmes éducatifs sont bien le reflet des besoins réels.

Cet exercice mondial est l'évaluation la plus exhaustive jamais entreprise en matière d'éducation de base. Il est l'œuvre des équipes nationales, assistées de dix groupes de conseillers régionaux recrutés auprès de la Banque mondiale, le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO et l'UNICEF, des agences d'aide bilatérale, des banques de développement et des organisations intergouvernementales.

Des États-Unis aux Fidji, du Chili à la Mongolie, les pays ont travaillé d'arrache-pied pour produire et analyser des données de haut niveau répondant aux six objectifs fixés par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous dix ans plus tôt. « C'est un bilan tant qualitatif que quantitatif », souligne Svein Ostveit, secrétaire exécutif du Forum international consultatif sur l'éducation pour tous, un organisme créé à Jomtien pour assurer le suivi et le conseil des efforts éducatifs et faire en sorte que l'éducation pour tous reste une priorité dans les programmes de développement. Pour Denise Liewesley, directeur de l'Institut de statistique de l'UNESCO, il s'agit d'« un point de repère indispensable pour guider les progrès futurs et fixer des objectifs qui soient vraiment réalistes et s'accompagnent d'une mobilisation de ressources adéquate ».

Cinq réunions régionales préparatoires et une conférence des neuf pays les plus peuplés (E9) ont été organisées de décembre 1999 à février 2000 pour préparer le Forum mondial sur l'éducation, à Johannesburg (Afrique du sud), Bangkok (Thaïlande), Le Caire (Égypte), Recife (Brésil), Varsovie (Pologne) et Saint Domingue (République dominicaine). Les délégués réunis à cette occasion ont pu, en examinant les rapports nationaux d'EPT et en traçant la carte des politiques et des réformes éducatives de chaque pays, dresser un inventaire minutieux de l'éducation dans chaque région.

Le rapport de synthèse global, ainsi présenté à Dakar, offrira le tableau le plus rigoureux de l'état de l'éducation de base dans le monde.

La route de Dakar fut riche et pleine d'enseignements pour toutes les personnes engagées dans l'éducation. La société du savoir est à notre portée. Le Forum sur l'éducation pour tous sera une étape marquante de plus vers sa réalisation. ●

Façonnons l'avenir

Suite de la page 1

À l'occasion du 10^e anniversaire de la réunion de Jomtien, des dirigeants nationaux, y compris les chefs d'État d'Égypte, du Nigeria, du Sénégal et d'Ouganda, le Secrétaire général des Nations Unies, les décideurs en matière d'éducation et autres représentants de plus de 100 pays, se retrouvent dès aujourd'hui à Dakar pour participer au Forum sur l'éducation pour tous. Organisé par l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP et la Banque mondiale, la conférence dressera un Cadre d'action visant à répondre aux besoins éducatifs de base pour tous dans ce siècle nouveau.

Afin de faire face aux disparités entre filles et garçons en matière d'éducation, les Nations Unies vont lancer une initiative spéciale de 10 ans en faveur de l'éducation des filles. Le but de cette initiative est clair : ouvrir l'éducation aux filles, fournir à la société des avantages allant de revenus améliorés pour les familles à une réduction des taux de fertilité.

En tant que citoyens du village mondial, utilisons l'occasion du Forum sur l'éducation pour donner un regain d'énergie à la lutte en faveur de l'éducation pour tous et démontrons notre solidarité en faisant des efforts particuliers pour offrir une éducation aux filles. Par l'intermédiaire des écoles, des groupes communautaires et religieux ainsi que des autorités locales, il est possible d'organiser un débat, de donner un sermon, d'arranger une exposition, de planifier une collecte de fonds ou d'organiser une manifestation culturelle afin d'attirer l'attention sur ce problème et d'acquiescer un soutien. Rappelons-nous que nous parlons de l'avenir de la moitié de l'humanité. Passez-vous le mot ! ●

Station balnéaire panoramique de la lointaine Thaïlande, Jomtien est devenu un important point de repère dans tout discours sur l'éducation de base. C'est là-bas en effet que se sont réunis, en mars 1990, quelque 155 pays et 150 organisations, pour une Conférence mondiale sur l'éducation qui a donné naissance au noble idéal baptisé Education pour Tous (EPT).

Pour la première fois dans l'histoire, un nombre aussi grand de pays et d'organisations se sont assis autour d'une table pour discuter de l'avenir de l'éducation à l'échelle mondiale, et ont souligné l'importance qu'attache la communauté internationale à cette question. Importance également renforcée par le fait que cette conférence avait été convoquée par quatre agences principales des Nations Unies – PNUD, UNESCO, FNUAP, et UNICEF – ainsi que la Banque mondiale, et avait fixé un programme d'action pour l'éducation de base et l'alphabétisation, sous les auspices du Groupe Consultatif International sur l'EPT.

Cependant, dix ans après Jomtien les résultats ont été un mélange de succès mitigés et d'espoirs déçus. A n'en pas douter, Jomtien a donné un grand coup de pouce à la scolarisation, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences techniques. Mais l'objectif global d'éducation primaire pour chaque enfant ne s'est pas concrétisé. Selon les estimations actuelles, quelque 100 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'école, tandis



Apprendre en plein air : bâtiments et matériels scolaires font défaut en Afrique (Unesco)

De la Thaïlande au Sénégal

Le dilemme de Dakar

que près d'un milliard d'individus à travers le monde, soit un sixième de l'humanité, n'ont pas de qualifications de base en matière d'alphabétisation – capacité de lire, d'écrire et d'effectuer des calculs simples. Un nombre beaucoup plus grand d'enfants et d'adultes abandonnent le système scolaire et les structures d'apprentissage pour diverses raisons. Ce phénomène a été plus accentué dans les pays en développement, en raison surtout de la pauvreté. Pire encore, la plus grande majorité des personnes démunies sont les femmes, qui représentent plus de 50 pour cent de la population mondiale.

Toutefois, le degré de réussite et d'échec varie d'un pays à l'autre, et d'une région à l'autre. A titre d'exemple, dans les pays développés, la question fondamentale a surtout été d'adapter l'éducation aux nouvelles technologies et aux problèmes des soi-disant nouveaux instruits.

En Asie, les autorités sont préoccupées par les récentes crises économiques qui ont secoué la région, et leur incidence négative sur l'éducation, tandis que les pays d'Amérique latine continuent de lutter contre l'augmentation des effectifs scolaires alors que les ressources s'amenuisent.

Apparemment, ce sont les pays africains qui sont les plus mal lotis. En effet, l'acquisition d'instruction et de compétences requises pour la vie courante y est devenue une fois de plus un produit rare, que seuls les riches peuvent facilement se procurer.

"L'éducation en Afrique a eu souvent tendance à se concentrer sur les élites, plutôt qu'à atteindre les masses marginalisées d'apprenants," affirmait, dans un récent rapport, Vinayagum Chinapah, coordonnateur de l'UNESCO en matière d'éducation sur l'éducation. "Pour aggraver la situation, les pays ont souvent emprunté des 'modèles standard' d'éducation pour tous, qui n'accroissent que peu ou aucune attention aux questions spécifiques à chaque pays," soulignait-il.

L'évaluation de l'EPT en l'an 2000, effectuée en décembre à Johannesburg, est allée plus loin pour souligner l'ampleur des défis qui attendent les pays africains, en particulier les moins nantis, situés au sud du Sahara.

Cette évaluation montre, par exemple, que près de 40 millions de jeunes d'âge scolaire ne fréquentent toujours pas l'école, même si quelque 20 millions de leurs semblables fréquentent aujourd'hui l'école, comparé à la situation en 1990.

Ainsi, pour la plupart de ces pays, Jomtien n'est rien de plus qu'une course contre la montre. Les responsables confirment que l'EPT semble aujourd'hui plus décourageante que jamais pour les pays pauvres. "De nouveaux défis sont apparus depuis 1990", déclare Svein Ostveit, Secrétaire Exécutif du Forum de l'EPT. La pauvreté et l'exclusion sont en hausse, tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud. La mondialisation affecte les gens de façon inégale, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées monte en flèche, et le Sida atteint des proportions alarmantes, en particulier en Afrique, note Ostveit.

Voilà le problème ardu que doivent résoudre, à Dakar, les 180 pays et quelque 1000 délégués, parmi lesquels figurent des leaders politiques. ●

Faits et chiffres

EN AFRIQUE

- Au moins 17 millions de petits Africains d'âge scolaire primaire supplémentaires sont aujourd'hui scolarisés par rapport à 1990. Mais, en Afrique subsaharienne, quel-que 42 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école.

- Près de 60 % des non-scolarisés sont des filles : la discrimination sexuelle n'a donc pas bougé en dix ans.

- Deux tiers des enfants ne reçoivent aucune éducation à cause des conflits ou des guerres civiles.

- Le nombre moyen d'élèves par enseignant est de 37 dans la région ; dans les pays d'Afrique centrale et occidentale, comme le Mali ou le Tchad, il peut aller jusqu'à 70. Le ratio lève/enseignant a légèrement augmenté en dix ans.

- Plus de 40 % des adultes africains ne savent ni lire ni écrire. Les femmes sont les plus touchées : dans certains pays d'Afrique occidentale, leur taux d'analphabétisme peut atteindre 80 %.

DANS LE MONDE ARABE

- Le taux d'alphabétisation des femmes, estimé à seulement 50 %, accuse un grand retard par rapport aux autres régions.

- Environ 25 % des femmes arabes exercent une profession, et 4 % d'entre elles ont un rôle politique. Dans d'autres régions, ces chiffres sont respectivement de 39 et 10 %.

- Entre 1990 et 1998, le taux de scolarisation primaire net est passé de 74 % à 76 % dans les États arabes.

- Un enfant sur quatre n'est pas scolarisé, ce qui représente un total de 10,3 millions d'enfants pour toute la région.

- L'écart entre garçons et filles s'est légèrement réduit, avec 65 % de filles scolarisées en 1990 et 71 % en 1998. ●